

GRÈVE D'ARCELORMITTAL EL-HADJAR

Issue heureuse du conflit

La raison l'a enfin emporté sur toutes les autres considérations et les métallurgistes du complexe ArcelorMittal d'El Hadjar ont de nouveau réintégré, dans la soirée même de mardi (pour l'équipe de nuit), leurs postes de travail, au terme de deux jours de grève générale ayant paralysé l'ensemble des activités de production et autres unités commerciales et de soutien logistique de l'entreprise de l'acier.

Un accord collectif paraphé en début de soirée de mardi, conjointement par M. Vincent-le-Gouic, directeur général de l'entreprise ArcelorMittal Algérie, et Smaïl Kouadria, porte-parole des travailleurs, représentant les deux parties en conflit, a, ainsi, mis fin à cette grève ayant causé un préjudice financier estimé à des centaines de millions de dinars.

Au terme de cet accord, l'employeur consent à une augmentation de 15% des salaires de base de l'ensemble des travailleurs. Ces augmentations seront fractionnées de la manière suivante : 8% à compter du 1^{er} juillet courant, 2% prenant effet à partir du 1^{er} janvier 2010 et 5% seront versés dans les salaires à partir du 1^{er} juillet 2010. L'accord porte également sur le relèvement de la prime de panier qui passe de 200 à 250 DA/jour, de l'indemnité pour conjoint sans revenu qui sera désormais de 1 000 DA au lieu de 650 DA actuellement. Une révision du barème d'indemnité de nuisance, accordant entre 2,50 DA et 4,50 DA/jour, selon le degré de celle-ci, et une revalorisation de 3% des métiers clés, qui entrera en vigueur au plus tard en janvier 2010, après étude visant leur identification, sont les autres avantages contenus dans l'accord. Pour plus d'équité au sein du collectif des travailleurs, cet accord prévoit aussi un montant de 4 000 DA/mois, représentant l'indemnité forfaitaire de service permanent pour le troisième niveau qui sera mis en place. Il concerne 10% de la population éligible, soit un maximum de 150 employés, occupant des postes d'encadrement technique opérationnel.

Cette indemnité est toutefois régie par «un système de pointage rigoureux et de contrôle par la hiérarchie». Dans le même esprit d'équité, le document d'entente fait part d'une prime spéciale cokerie allant de 29 à

116 DA/jour, selon le positionnement du groupe du travailleur, dans cette unité de production nécessitant beaucoup de volonté et d'attention, au même titre, d'ailleurs, que le haut fourneau.

Enfin, il est fait mention d'une prime de productivité de 2% du salaire de base prenant en compte également des résultats de sécurité ainsi que ceux des activités commerciales. Dans son préambule, le document qualifie le débat instauré durant ces négociations de «franc et responsable autour d'une crise mondiale et d'une situation locale difficile», rappelant, à cet effet, les mesures drastiques imposées au groupe mondial de l'acier, se traduisant par la mise sur pied d'un plan de réduction des dépenses et, corollairement, par une réduction de capacité de production et d'effectif.

Reconnaissant, toutefois, que la crise mondiale dans ses deux volets, financier et économique, «n'a pas encore affecté la consommation de l'acier en Algérie», le document évoque, parallèlement, «la modification profonde des équilibres» dans la demande de produits sidérurgiques à travers les marchés traditionnels de l'Europe du sud et même ceux du reste du monde.

La baisse du cours des matières premières, l'énorme excédent de capacités de production, conjugués à une «invasion» en provenance, en grande partie, d'Italie et d'Espagne du marché algérien, important consommateur de produits sidérurgiques, principalement le rond à béton, ont contribué à une chute vertigineuse, estimée entre juillet 2008 et février 2009, à 60%, dans la commercialisation de ce produit par ArcelorMittal Annaba, fait remarquer le document.

De ce fait, la société a trouvé des difficultés pour «préserver la rentabilité nécessaire à ses équilibres, compte tenu de son niveau de compétitivité actuel», fait-on

savoir. Abordant l'avenir de l'entreprise, le document, signé par l'employeur et le partenaire social, qui prend effet de la date de son paraphe (le 7 juillet 2009) et reste valable jusqu'à fin 2010, insiste sur la rationalisation, la moralisation et le respect des règles d'éthique pour un partenariat mutuellement bénéfique à travers un «pacte d'entreprise», améliorant la production et la productivité et sauvegardant l'outil de production. Le premier point de l'accord prévoit, dans cet ordre d'idées, la création d'un «comité d'éthique» présidé par le directeur général et où siègeront à parts égales les représentants de la hiérarchie et du partenaire social.

La circulation de l'information, le suivi permanent des plans d'économie et de réduction des coûts, le contrôle dans la passation de marchés et l'aide à apporter au comité de participation dans la résolution des questions sociales dans une gestion transparente des fonds mobilisés, ont été approuvés par les négociateurs des deux parties.

Dès la fin des négociations et

prenant les devants dans le but de faire taire toute velléité de contestation de l'accord pouvant éventuellement venir du groupe adverse, mené par l'ex-secrétaire général et actuel député indépendant, Aïssa Menadi, le porte-parole des travailleurs, Smaïl Kouadria, a convoqué une assemblée générale des travailleurs. Ces derniers, mis au courant des termes de l'accord, l'ont adopté à main levée.

Cet accord a également reçu l'aval du secrétaire général de la Centrale syndicale, Abdelmadjid Sidi-Saïd. Dans un message, dont une copie nous a été adressée par Kouadria, qui a présidé la commission de négociations, il est fait état de «la grande satisfaction» du patron de l'UGTA, suite à la conclusion de l'accord signé avec l'employeur. Sidi-Saïd tenait aussi à remercier les représentants de la direction d'ArcelorMittal pour «leur disponibilité et leur attachement au bien-être des travailleurs et au partenariat économique avec l'Algérie».

A. Bouacha

ACHÈVEMENT DU PROGRAMME DE UN MILLION DE LOGEMENTS

Le contre-la-montre de Nouredine Moussa

Le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, Nouredine Moussa, engage un contre-la-montre : achever d'ici décembre le programme de un million de logements inscrit dans le plan quinquennal 2004-2009 afin de pouvoir engager le programme d'autant d'unités retenu pour le quinquennat 2009-2014. Avec 912 000 logements réceptionnés au 30 juin dernier, Nouredine Moussa peut aisément faire valoir sa performance.

Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir) - La statistique officielle est sauve. Le un million de logements promis par Bouteflika pour son second mandat sera, à en croire Nouredine Moussa, réalisé dans les délais et pourrait même être dépassé, puisque au 30 juin der-

La vente et la location de logements sont désormais soumises à la présentation devant notaire du certificat de conformité, institué dans le cadre de la loi portant achèvement des constructions. Les notaires sont interdits d'établir un acte de vente ou un contrat de location sans la présentation du certificat de conformité.

S. A. I.

nier, 912 000 logements ont été réceptionnés et 550 000 autres sont en cours de réalisation. Mais il n'y a pas de quoi s'enorgueillir, car si les logements sont réalisés, les cités et quartiers qu'ils forment n'offrent pas un cadre de vie répondant aux normes. Les aménagements restent à faire. Ce que le ministre reconnaît volontiers. Aussi, hier, en présidant une réunion de travail avec les différents intervenants dans l'habitat et l'urbanisme, il a insisté sur la question de la viabilisation.

Il a rappelé que pour l'année 2008-2009, un budget supplémentaire de 96 milliards de dinars a été dégagé pour les réseaux primaires et secondaires et qu'une enveloppe supplémentaire de 12 milliards de dinars a été allouée à la viabilisation du logement rural.

Le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme a admis qu'en la matière, ils sont en phase de rattrapage. Que faire alors pour ne pas se retrouver dans une situation similaire ?

Nouredine Moussa a émis une série de recommandations aux différents directeurs présents à la réunion. Ils les a informés que son département promulguera prochainement une instruction à l'adresse des directions de

l'urbanisme instituant l'obligation d'achever les PDAU (élaboration et validation) dans des délais qui seront fixés.

De plus, il sera élaboré un cahier des charges que les partenaires devront signer et respecter. S'agissant des ressources financières, le ministre a indiqué que son département est prêt à revoir à la hausse l'enveloppe allouée. Il fera les mêmes remarques concernant les POS.

A ce sujet, Nouredine Moussa dira que la direction de l'urbanisme définira une procédure à laquelle chacun devra émarger. «Il faut redéfinir le POS pour qu'il soit exécutable», a-t-il préconisé.

Le ministre a informé que, jusque-là, 4 977 plans d'occupation du sol ont été réalisés.

Ceci étant, Nouredine Moussa a annoncé que l'inspection générale de l'urbanisme et les inspections régionales seront installées prochainement. Comme sera installé, tout aussi prochainement, l'Agence nationale de l'urbanisme. Cette dernière fournira l'expertise technique nécessaire au secteur de l'habitat et de l'urbanisme.

S. A. I.

ANNABA : AMMAR BELHIMER (CHRONIQUEUR AU SOIR D'ALGÉRIE)

À UNE RENCONTRE DE LA LADDH :

«La décision de payer la dette extérieure nous a permis de recouvrer notre liberté d'action»

Globalisation économique et juridique, quel avenir pour les droits de l'homme ? C'était l'intitulé de la conférence qui s'est déroulée au Centre de documentation et d'information en droit de l'homme à Annaba, mardi dernier à 17h30.

Le premier conférencier, M. Ammar Belhimer, chercheur éminent et chroniqueur du *Soir d'Algérie*, a consacré la majeure partie de sa communication à l'explication des «10 commandements» de la mondialisation version néolibérale. Il a donné un large aperçu des contraintes imposées aux pays en développement,

notamment à ceux qui s'embourbent dans le rééchelonnement. A ce titre, il a affirmé que la décision des autorités algériennes de payer la dette extérieure par anticipation a permis de recouvrer la liberté d'action dans le domaine économique. Il a dénoncé la politique néfaste de la Banque mondiale vis-à-vis des travailleurs et de leurs droits.

Le deuxième conférencier, M. Kamel Rahmaoui, doctorant en sciences juridiques, conseiller juridique et aussi auteur de plusieurs écrits sur les droits de l'homme et les libertés publiques, a basé sa communication dynamique sur la globalisation juridique, cette question qui concerne

toutes les nations et pas seulement les pays émergents. Il a dénoncé les conditions imposées par le néolibéralisme, expliquant dans le détail les dérives «juridiques» qui en découlent, citant l'exemple du pouvoir des juges qui se trouve réduit en face de ceux que l'on appelle «Les médias», ou encore la disparition de la notion de service public de la justice qui devient, dans beaucoup de cas, payante.

Quant au dernier conférencier, M. Rami Zaïm, jeune juriste et militant de la LADDH, qui a prononcé sa communication en langue arabe, il a essentiellement traité de la guerre contre le terrorisme sur le plan

mondial et des restrictions qu'elle impose sur le plan des libertés et des droits de l'homme.

Il a donné l'exemple des Etats-Unis qui ont justifié les moyens parfois indignes, de la lutte antiterroriste par la défense et la promotion de la démocratie et des droits de l'homme (sic).

Suite aux trois communications, les invités ont participé à un débat très animé ; échanges d'avis, approbations et tensions ont clôturé cette rencontre qui a duré deux heures.

Amira F.